

Bulletin du FMI

BILAN DE SANTÉ ÉCONOMIQUE

L'Algérie doit devenir moins tributaire du pétrole et créer plus d'emplois

Bulletin du FMI en ligne
26 janvier 2011



Culture de la datté en Algérie. Le gaz et le pétrole sont les principales exportations, mais d'autres produits sont prometteurs. (photo : Louafi Larbi/Reuters/Newscom)

- Malgré quelques progrès, le chômage reste élevé, surtout chez les jeunes
- Les récents investissements dans les infrastructures et l'éducation sont un pas positif
- Mais le pays doit faire plus pour améliorer le climat des affaires et créer des emplois

D'après le FMI, l'économie algérienne, dominée par l'industrie du pétrole et du gaz naturel, a besoin de diversifier ses exportations et de créer des emplois afin de s'attaquer au problème du chômage des jeunes.

Dans son évaluation annuelle de l'économie algérienne, le FMI note qu'elle se porte bien, mais qu'elle reste fortement tributaire du secteur pétrolier et gazier ainsi que des dépenses publiques.

Pour diversifier l'activité — objectif primordial du gouvernement — il faut un climat des affaires plus propice à l'initiative privée, déclare M. Joël Toujas-Bernaté, chef de mission du FMI pour l'Algérie. Dans l'entretien qui suit, M. Toujas-Bernaté détaille les conclusions de l'analyse récemment effectuée par le FMI.

Bulletin du FMI en ligne : Pourriez-vous dresser le tableau de l'économie algérienne d'aujourd'hui?

M. Toujas-Bernaté : Le pétrole et le gaz sont le secteur dominant de l'économie et constituent 98 % des exportations. Les hydrocarbures représentent aux alentours de 40–45 % du PIB total et environ deux tiers des recettes budgétaires. L'autre grande caractéristique est le rôle prédominant de l'État dans la vie économique. Quatre-vingt dix pour cent des banques sont publiques, la compagnie des hydrocarbures est une entreprise d'État, et les dépenses publiques représentent deux tiers du PIB hors hydrocarbures.

La dernière décennie a été marquée par une bonne solidité macroéconomique. À la faveur de cours pétroliers relativement élevés et d'une politique macroéconomique prudente, l'Algérie a connu une croissance plutôt vigoureuse, avec une faible inflation et une réduction sensible de la dette publique et extérieure. Elle a aussi constitué de grosses réserves de change et accumulé des ressources budgétaires dans un fonds de stabilisation pétrolier, qui lui ont permis d'amortir l'impact de la chute des cours internationaux des hydrocarbures en 2009.

Cela dit, il subsiste des difficultés majeures, dont la principale est le chômage, qui reste très élevé, surtout parmi les jeunes.

Bulletin du FMI en ligne : Le taux de chômage des jeunes dépasse 20 % en Algérie. Pourquoi?

M. Toujas-Bernaté : Les tendances démographiques y sont pour beaucoup. La population algérienne est jeune et augmente à vive allure, aussi l'Algérie a-t-elle besoin de croître à un rythme bien plus rapide pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Comme le montre l'analyse que font d'autres observateurs, tels que la Banque mondiale, le problème est double : il y a d'une part la rigidité du marché du travail — il est coûteux et difficile d'embaucher et de licencier — et il y a d'autre part l'inadéquation de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. Je dois souligner que l'Algérie a fait d'immenses progrès : voici dix ans, le taux de chômage des jeunes dépassait 50 %. Néanmoins, le niveau actuel de 21 % reste très élevé.

Bulletin du FMI en ligne : Quel rythme de croissance économique faudrait-il pour faire reculer sensiblement le chômage?

M. Toujas-Bernaté : C'est difficile à dire, mais la population active augmente à un taux compris entre 2½ % et 3 % par an. Ne serait-ce que pour stabiliser le chômage et absorber tous les nouveaux arrivants, il faudrait probablement une croissance d'au moins 5 % dans les secteurs autres que celui des hydrocarbures.

Bulletin du FMI en ligne : Les autorités ont-elles un plan à long terme de mise en valeur du capital humain?

M. Toujas-Bernaté : Il y a déjà eu d'énormes avancées : l'enseignement primaire est maintenant universel et les taux de scolarisation dans le secondaire et le supérieur sont élevés. Mais le gouvernement porte maintenant plus d'attention à la formation professionnelle pour que les qualifications correspondent mieux à la demande, surtout au vu du grand nombre de diplômés universitaires au chômage. L'État dépense beaucoup pour l'éducation : environ 6 % du PIB au cours de la dernière décennie.

Bulletin du FMI en ligne : Un des objectifs clés consiste à diversifier l'économie, actuellement dominée par le secteur pétrolier et gazier. Que fait le gouvernement pour y parvenir?

M. Toujas-Bernaté : La diversification est le maître-mot de la stratégie économique de l'Algérie. Le gouvernement a entrepris un gigantesque effort d'amélioration des infrastructures, cherche à accroître l'accès aux services (logement, eau, électricité, santé) et à

doter le pays d'une main-d'œuvre qualifiée. Cela s'est accompagné d'une série de mesures visant à améliorer l'accès des PME au crédit et à promouvoir la création d'entreprises.

Ces efforts tardent cependant à produire leurs effets. À l'heure actuelle, les exportations algériennes sont parmi les moins diversifiées au monde, même en comparaison de celles des autres pays producteurs de pétrole. Pour que l'économie prospère à long terme, il faudra que les pouvoirs publics parviennent à améliorer le climat des affaires afin de permettre à de nouvelles entreprises de naître, de se développer et de tirer parti des énormes investissements de l'État dans les infrastructures et les secteurs sociaux.

Bulletin du FMI en ligne : Le gouvernement fait-il le nécessaire pour encourager les investissements directs étrangers?

M. Toujas-Bernaté : L'Algérie a besoin d'avoir un climat des affaires plus propice au développement du secteur privé. C'était un objectif prioritaire au début de la décennie, mais il a été supplanté par de vastes programmes d'investissement public.

Il faudra que les autorités algériennes continuent à revoir leur stratégie pour permettre l'émergence d'un secteur privé plus vigoureux et diversifié. Le gouvernement a mis en place en 2009 une nouvelle réglementation des investissements directs étrangers qui limite la participation étrangère aux nouveaux projets. Le but était de promouvoir de nouveaux partenariats avec des investisseurs *nationaux*, mais en réalité, on a constaté une diminution sensible des flux d'investissements étrangers déjà peu abondants.

Un autre volet essentiel est le développement du secteur financier. Actuellement, il est encore dominé par des banques publiques, et il est clair qu'il faut le moderniser et en développer les circuits pour faciliter l'accès au crédit. Les partenariats avec l'étranger pourraient être particulièrement utiles à cet égard.

Bulletin du FMI en ligne : L'Algérie est-elle suffisamment intégrée dans la région et avec l'Europe?

M. Toujas-Bernaté : L'Algérie a ouvert progressivement ses horizons commerciaux. Mais cela a fait naître la crainte d'une augmentation excessive des importations et des mesures ont été prises récemment pour les limiter. L'Algérie n'est pas membre de l'Organisation mondiale du commerce, a des droits de douane relativement élevés et ne commerce guère avec les autres pays de la région. La libéralisation commerciale pourrait contribuer sensiblement à rendre l'économie plus compétitive et à diversifier l'activité. C'est ce que nous avons observé dans d'autres pays exportateurs de produits primaires. Le Chili est un excellent exemple : au début des années 70, il était essentiellement exportateur de cuivre, mais aujourd'hui ses exportations sont bien diversifiées. Le Chili a adopté une politique délibérée d'ouverture commerciale, a adhéré aux principales zones d'échanges régionales et a

signé toutes sortes d'accords commerciaux, dont l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Bulletin du FMI en ligne : Quel sera à votre avis l'impact de l'agitation sociale en Tunisie sur les Algériens?

M. Toujas-Bernaté : Les contextes sont différents à bien des égards — sur le plan économique, politique et social. Nous avons constaté des incidents en Algérie au début du mois, à la suite de fortes hausses des prix de produits alimentaires de base (sucre et huile). Mais les autorités ont su prendre des mesures rapides pour faire retomber les prix en supprimant temporairement les droits de douane et la TVA sur ces produits. Il subsiste cependant des tensions liées au chômage élevé chez les jeunes. Si l'on venait à penser que la richesse pétrolière du pays ne profite pas à toutes les couches de la population, les tensions pourraient monter d'un cran.

Bulletin du FMI en ligne : Si les prix de certaines denrées essentielles restaient élevés, quelles mesures le FMI recommanderait-il pour gérer le problème à moyen terme?

M. Toujas-Bernaté : Pour le moment, nous considérons que les mesures prises sont adaptées, car l'État a les moyens d'en supporter le coût, qui est relativement faible (environ 0,3 % du PIB). Tant que ces mesures visent les produits alimentaires de base consommés par les segments les plus pauvres de la population, elles constituent la bonne solution.

À plus long terme, toutefois, il conviendrait que les autorités encouragent la concurrence dans le secteur de la distribution alimentaire pour éviter d'éventuels comportements monopolistiques, qui ont pu contribuer à la dernière flambée des prix. L'Algérie pourrait aussi développer son secteur agricole pour mieux se protéger des vastes fluctuations des cours internationaux.

Bulletin du FMI en ligne : À quels risques l'Algérie est-elle exposée?

M. Toujas-Bernaté : Si l'économie reste trop dépendante des hydrocarbures et insuffisamment diversifiée, elle restera vulnérable aux chocs pétroliers négatifs et ne sera pas en mesure de créer suffisamment d'emplois. Au milieu des années 80, confrontée à une chute marquée des cours du brut, l'Algérie a dû faire des coupes claires dans les dépenses publiques. Cela a engendré des problèmes sociaux qui ont été en partie la cause de la «décennie perdue» des années 90 et une source d'instabilité politique. Les vastes ressources financières accumulées au cours des dix dernières années grâce à une gestion macroéconomique prudente aideront à atténuer ce risque. Cela dit, les hydrocarbures créent de la richesse, mais pas d'emplois. Si les autres secteurs ne connaissent pas un développement soutenu, le mécontentement causé par le chômage élevé pourrait persister.